

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal **de** Palestine

Dossier

N° 397 du 18.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Médias et **Manipulation de l'opinion** / Vidéos

1-1 L'armée israélienne enquête sur une vidéo scandaleuse.

2 Les brèves

2-1 Un navire de guerre israélien aborde le SS Dignité.

3 Dossier

3-1 Barack Obama : un « *meilleur ami* », pour Israël, que Georges Bush ?

3-2 Adri Nieuwhof : Le silence de l'Occident face à la discrimination d'Israël est inacceptable.

3-3 Khaled Amayreh : L'Europe devrait parler au Hamas, maintenant.

4 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

4-1 Non au terrorisme de l'État d'Israël contre les peuples palestinien et libanais.

4-2 A l'occasion de la semaine de la solidarité internationale.

4-3 Émile Borne : Les artistes ne gazouillent pas en Palestine.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Joëlle Pénochet : Barack Obama : Une victoire programmée par le Nouvel Ordre Mondial.

5-2 Notes sur le discours de Barack Obama.....devant l'American Israeli Public Affairs Committee

6 Annexe

6-1 Tractatus Logico Palestinianus.

6-2 Des Bédouins se disent parents d'Obama.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 L'armée israélienne enquête sur une vidéo scandaleuse

Des soldats israéliens malmenant un prisonnier palestinien : voilà ce que montre cette vidéo diffusée par une chaîne de télévision israélienne

On y voit un homme aux yeux bandés, visiblement un prisonnier palestinien, forcé à répéter des phrases humiliantes en hébreu.

Des phrases apparemment dictées par des soldats israéliens hilares.

Aucune indication sur la date, le lieu et les acteurs de cette vidéo mais l'affaire est suffisamment grave pour que l'armée israélienne ait publié une sévère condamnation.

Une enquête a été ouverte et l'armée prendra des sanctions lorsqu'elle aura pris connaissance de tous les détails sur cette affaire.

http://fr.news.yahoo.com/1/20081107/twl-l-armee-israelienne-enquete-sur-une-115566a_1.html

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Un navire de guerre israélien aborde le SS Dignité.

Le SS Dignité est entré dans le port de Gaza à 9h15 (heure de Gaza) après un voyage sans incident, en provenance de Larnaca, à Chypre. Les 23 passagers et membres d'équipage à bord étaient fatigués mais ravis d'être arrivés. Les 11 parlementaires européens qui avaient initialement été refusés d'entrer par la frontière de Rafah ont fait la traversée par mer sur le bateau briseur de blocus du Free Gaza Movement, le troisième voyage pour cette organisation des Droits de l'Homme.

«Je suis ici pour évaluer la situation humanitaire dans la bande de Gaza et en particulier la situation médicale. Nous avons des médicaments et du matériel médical à livrer.» A déclaré la baronne Jenny Tonge, l'un des parlementaires. "Ce que fait Israël est scandaleux quand il viole toutes les lois internationales. Aucun autre pays ne pourrait faire ce qu'Israël fait."

En plus d'apporter des médicaments et du matériel médical, le Dignité a apporté du courrier provenant d'amis et de familles vivant dans le monde entier, adressé aux habitants de Gaza. C'est la première fois depuis de nombreuses années que le courrier arrive en Palestine, sans passer par des mains israéliennes.

La brillante journaliste israélienne, Amira Hass, était également à bord. En regardant les passagers débarquer, on pouvait voir la joie sur son visage, alors qu'elle revenait à Gaza après avoir essuyé des refus d'entrée depuis deux ans.

Juste avant d'arriver dans les eaux territoriales de la bande de Gaza, un navire de guerre de la marine israélienne s'est approché, a coupé la trajectoire du bateau, puis s'est laissé distancer et l'a suivi pendant environ une heure. Enfin, le navire de guerre a contacté par radio le SS Dignité pour leur demander qui ils étaient et où ils allaient. Après qu'Huwaida Arraf ait répondu, le navire de guerre a demandé la liste des passagers. "La liste de nos passagers est accessible à tout le monde sur le site internet du Free Gaza », a répondu Mme Arraf, "Vous êtes invités à le consulter à tout moment. ... Et pendant que vous y êtes, n'hésitez pas à faire un don."

Après une pause, puis un rire, une voix dans le fond a déclaré : «Passez une bonne journée" et il a laissé le Dignité entrer dans le port de Gaza sous les acclamations de la foule et commencer l'agenda très rempli des parlementaires.

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Barack Obama : un « meilleur ami », pour Israël, que Georges Bush ?

C'est en tout cas ce que certains commentateurs et de nombreux Palestiniens des territoires occupés ont retenu du discours devant l'AIPAC. Un examen de ses propositions concrètes semble en effet aller en ce sens, ou tout du moins indiquer que le Sénateur Obama entend reprendre, en les durcissant, les positions de l'actuel Président. Dans la droite ligne de Georges Bush, le candidat démocrate entend tout d'abord renforcer la coopération militaire entre les Etats-Unis et Israël : il promet 30 milliards de dollars d'aides directes pour le seul domaine de la sécurité durant les 10 prochaines années. Il s'agit de « *garantir l'avantage militaire qualitatif pour Israël [et de] faire en sorte qu'Israël puisse se défendre contre n'importe quelle menace – venue depuis Gaza jusqu'à Téhéran* » (souligné par moi).

Mais Obama ne s'arrête pas en chemin et propose d'aller plus loin que ce qui a été fait par l'Administration Républicaine : « *Par la suite, nous pourrions renforcer notre coopération en matière de missiles de défense. Nous devrions exporter de l'équipement militaire vers Israël, qui est notre allié, dans les mêmes conditions que pour tous les pays de l'Otan* ». Israël demeurera donc un partenaire « *pas comme les autres* », ce statut particulier devra être renforcé et, dans une formule qui pourra en étonner plus d'un, Obama reprend à son compte l'idée qu'Israël est un État qui a plus de droits que les autres, un Etat au-dessus des institutions internationales : « *Je m'élèverai toujours pour soutenir le droit d'Israël à se défendre à l'ONU et dans le monde entier* ».

En ce qui concerne les « *négociations* », Obama encourage Israël et les Palestiniens à faire des « *efforts* » : Israël devra « *adopter les mesures appropriées – en cohérence avec sa sécurité – afin d'améliorer la liberté de déplacement des Palestiniens et la situation économique en Cisjordanie, et s'abstenir de construire de nouvelles colonies* ». Rien de très exigeant, en somme : pas un mot sur le blocus de Gaza, des « *mesures appropriées* » à la discrétion d'Israël, sans citer nommément le problème des 600 checkpoints qui fragmentent et étouffent la Cisjordanie, et une tolérance explicite vis-à-vis de la « *croissance naturelle* » des colonies déjà existantes puisqu'il s'agit seulement de ne pas en construire de nouvelles.

Les « *efforts* » demandés aux Palestiniens et aux autres « *partenaires arabes* » sont d'un tout autre ordre : le Hamas, s'il veut être associé aux négociations, sans garantie sur leur contenu, doit « *renoncer au terrorisme (...), reconnaître le droit d'Israël à exister et (...) respecter les engagements signés* ». Engagements qu'Israël ne respecte pas depuis le jour de leur signature en poursuivant la colonisation. Une colonisation qui à l'image de la politique israélienne, remet en cause chaque jour un peu plus le « *droit à l'existence* » d'un hypothétique État palestinien.

Pendant que les États-Unis exporteront davantage de matériel militaire en Israël, l'Égypte devra empêcher les armes d'entrer dans la Bande de Gaza. Enfin l'ensemble des gouvernements arabes devront « *prendre des mesures de normalisation de leurs relations avec Israël* ». Vous avez dit "deux poids, deux mesures" ?

En ce qui concerne plus directement les « *deux États* », la plupart des propositions d'Obama sont les mêmes que celles de Georges Bush puisqu'elles sont quasi-identiques au contenu de la « *feuille de route* ». Il ne fait aucune référence aux résolutions de l'ONU, ne mentionne pas l'existence de « *territoires occupés* » et ne parle évidemment pas des réfugiés. Il évoque seulement la nécessité de l'établissement d'un « *État [palestinien] qui soit contigu et cohérent* », des attributs pour le moins flous et aucune précision sur les frontières, que ce soit leur tracé ou leur nature...

En revanche pour Israël les choses sont beaucoup plus claires : « *Tout accord conclu avec le peuple palestinien devra préserver l'identité juive de l'Etat d'Israël, avec des frontières sûres, reconnues et défendables* ». La mention de « *l'identité juive de l'État d'Israël* » a deux implications majeures, que tout le monde a comprises à l'AIPAC et en Israël : les Palestiniens de 48, qui revendiquent que l'Etat juif soit « *un État de tous ses citoyens* », continueront d'être discriminés. Et les réfugiés, qui composent la majorité du peuple palestinien, demeureront des réfugiés.

Enfin, concernant Jérusalem, Obama franchit un nouveau pas en affirmant que « *Jérusalem restera la capitale d'Israël, et [qu'elle] elle devra rester indivisée* ». Le candidat démocrate reconnaît donc très officiellement Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, à l'encontre de toutes les résolutions de l'ONU, et exclut tout partage futur de la souveraineté sur la ville. Il s'agit pourtant, comme le droit au retour, d'une des revendications majeures et « *historiques* » des Palestiniens. Même Mahmoud Abbas, pourtant peu enclin à protester contre l'establishment états-unien, s'est élevé contre les propositions d'Obama concernant Jérusalem. Ce dernier a tenté de corriger son propos quelques jours après son discours à l'AIPAC, sans pour autant évoquer une quelconque

souveraineté palestinienne sur Jérusalem, y compris sur ce qui reste de « Jérusalem-Est ». Et donc sans convaincre qui que ce soit, à part le gouvernement israélien.

Conclusion : "Time for change", disait-il...

Le discours d'Obama établit une continuité entre le génocide juif et les futures « frontières » de « l'État palestinien ». La sécurité de l'État d'Israël en tant qu'État juif, présenté comme la réponse naturelle à la barbarie nazie, est au-dessus de tout : au-dessus de l'honnêteté intellectuelle, au-dessus du droit international, au-dessus des institutions internationales, au-dessus de l'idée d'égalité, d'équité ou de justice et surtout au-dessus des droits nationaux d'un peuple qui n'a pourtant cessé de les revendiquer depuis 60 ans. Quant à ceux qui contestent le caractère sacré de la sécurité d'Israël, ils sont indirectement assimilés à des négationnistes.

Si Obama suggère une « solution » pour les Palestiniens, c'est seulement dans la mesure où celle-ci peut renforcer Israël. Ce n'est pas par attachement au droit à l'auto-détermination des peuples qu'il propose de créer l'entité palestinienne appelée « État ». C'est par pur pragmatisme et dans le seul but de garantir la sécurité du meilleur allié des États-Unis dans une région présentant des enjeux géostratégiques majeurs.

Obama ne rompt pas avec la logique de Georges Bush mais la renforce, même s'il n'adopte pas, comme ce dernier, une rhétorique de guerre de civilisation, voire une imagerie messianique comme lors de son discours à la Knesset à l'occasion des 60 ans d'Israël. Mais les conséquences pratiques sont les mêmes : en subordonnant tout règlement de la question palestinienne à la sécurité d'Israël, Obama s'oppose frontalement aux droits fondamentaux et aux revendications des Palestiniens.

Quiconque a passé quelques heures dans les territoires palestiniens sait en effet ce que signifie le terme « sécurité d'Israël ». C'est en son nom qu'Israël a occupé la Cisjordanie et Gaza en 1967, que les Palestiniens ne peuvent toujours pas aujourd'hui circuler librement en raison des 600 barrages qui fragmentent la Cisjordanie, que des assassinats extra-judiciaires sont commis, que, dans la Bande de Gaza assiégée, 1.5 millions de Palestiniens meurent lentement, que le Mur a été construit, que des couples mariés sont séparés car l'un des deux réside à Jérusalem-Est, que l'économie palestinienne ne peut se développer ou que près de 12 000 prisonniers politiques palestiniens sont enfermés en Israël.

Les habitants des territoires occupés et les réfugiés de l'extérieur ont donc toutes les raisons d'envisager leur avenir avec inquiétude. Le discours devant l'AIPAC, même s'il ne doit pas être considéré comme "le" projet d'Obama pour le Moyen-Orient, indique néanmoins qu'il n'entend pas exercer de pression sur Israël pour que les droits nationaux des Palestiniens soient satisfaits. Il s'agit plutôt d'exercer des pressions sur les Palestiniens pour qu'ils satisfassent au « droit à la sécurité » d'Israël. Malgré l'hypothèse du retrait progressif des troupes d'Iraq, chacun sait ici que dès lors, dans la mesure où la question palestinienne ne sera pas réglée (et sans même mentionner les menaces à peine voilées d'Obama contre l'Iran...), le Moyen-Orient demeurera un foyer d'explosion majeure et qu'aucune « stabilité » ne pourra être atteinte, sans même parler de justice, si Barack Obama devient le 44ème Président des États-Unis.

[juliensalingue](#)

NB : traduction de **M. Charbonnier**

Intégrale du discours d'Obama en anglais sur : [washingtonpost](#)

<http://www.altermonde-sans-frontiere.com/spip.php?article7221>

3-2 Adri Nieuwhof : Le silence de l'Occident face à la discrimination d'Israël est inacceptable.

Bien que la Loi du Retour soit généreuse envers l'immigration des Juifs du monde entier, elle est discriminatoire à l'encontre des Palestiniens qui sont vraiment nés sur cette terre et leurs descendants. Des centaines de milliers de réfugiés palestiniens qui ont fui la violence et l'agression des milices sionistes et des forces israéliennes depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui, ont été séparés de leurs terres et leurs biens en territoire israélien. La Loi du Retour ne reconnaît pas leur droit au retour, tout simplement parce qu'ils ne sont pas juifs. Encore aujourd'hui, les Palestiniens ne sont pas autorisés à retourner dans leurs villages.

En 1965, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination Raciale (CERD).

Cette convention définit la discrimination raciale comme « distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique."

Elle indique que la conviction que toute doctrine de supériorité fondée sur la différenciation entre les races est scientifiquement fautive, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier, où que ce soit, la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique, n'importe où. Israël a volontairement accepté l'obligation de travailler à la réalisation de ces objectifs par la ratification de la CERD en 1979. **Pourtant, les Palestiniens n'ont toujours pas vu les bénéfices de la convention.**

Ils n'ont pas non plus bénéficié des nombreuses améliorations en faveur de l'égalité des droits depuis la première Conférence mondiale Contre le Racisme en 2001. **La Déclaration de Durban et le Programme d'action adopté**

lors de cette Conférence ont réaffirmé le droit inaliénable du peuple palestinien à une autodétermination et au respect des droits de l'homme internationaux et du droit humanitaire, et appellent à la fin de la violence, et à la reconnaissance du droit à la sécurité pour tous dans la région.

Au début du mois d'Octobre 2008, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme sud-africaine des Nations Unies, Navi Pillay a confirmé que la Conférence d'examen de Durban pour évaluer et accélérer les progrès sur la mise en œuvre du Programme d'action aura lieu en avril 2009.

Israël est l'un des rares pays qui n'a pas de constitution, et qui a adopté à la place une série de lois fondamentales. La discrimination raciale institutionnalisée des Palestiniens en Israël est facilitée par la "loi du retour" du pays, qui "accorde à chaque Juif, où qu'il soit, le droit de venir en Israël et de devenir un citoyen israélien." Ce droit a été étendu « pour y inclure l'enfant et le petit-fils d'un Juif, le conjoint d'un enfant d'un Juif et le conjoint du petit-fils d'un Juif."

Bien que la Loi du Retour soit généreuse envers l'immigration des Juifs du monde entier, elle est discriminatoire à l'encontre des Palestiniens qui sont vraiment nés sur cette terre et de leurs descendants.

Des centaines de milliers de réfugiés palestiniens qui ont fui la violence et l'agression des milices sionistes et des forces israéliennes depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui, ont été séparés de leurs terres et leurs biens en territoire israélien. **La Loi du Retour ne reconnaît pas leur droit au retour, tout simplement parce qu'ils ne sont pas juifs.** Encore aujourd'hui, les Palestiniens ne sont pas autorisés à retourner dans leurs villages.

Un autre exemple de l'institutionnalisation de la discrimination raciale en Israël est une loi votée par la Knesset, ou Parlement, en 2003 qui empêche les Palestiniens de Cisjordanie occupée ou de la bande de Gaza qui ont épousé des citoyens israéliens de vivre en Israël.

En conséquence, les citoyens palestiniens d'Israël qui épousent des Palestiniens des territoires occupés doivent soit s'y installer, soit se séparer de leurs maris ou de leurs épouses.

La loi autorise les conjoints palestiniens de sexe masculin de 35 ans et plus et les épouses de 25 ans et plus à demander des permis de visite temporaires en Israël. Toutefois, les enfants nés de ces mariages ne pourront pas obtenir la citoyenneté à l'âge de 12 ans et ils seront également contraints de quitter Israël. Cette loi « temporaire » a été prolongée par la Knesset en 2007.

Le Centre Mossawa, qui travaille à la recherche d'une égalité pour les citoyens palestiniens d'Israël, citant **les statistiques du Ministère israélien de l'Intérieur, a affirmé que la loi touchait au moins 21298 familles, y compris des couples mariés depuis longtemps dont les demandes de permis de résidence étaient en instance.** Ainsi, alors que la Loi du Retour est destinée à faciliter la réunification des familles juives israéliennes, la réunification des familles israélo-palestiniennes a été encore aggravée par cette loi temporaire.

La discrimination raciale institutionnelle d'Israël à l'égard des Palestiniens a également lieu dans les territoires occupés. Depuis 1967, **le gouvernement israélien a activement encouragé et facilité l'afflux de plus de 450000 colons juifs en Cisjordanie et dans la bande de Gaza en violation flagrante du droit international.**

En revanche, les Palestiniens sont soumis à un traitement différent. **En 1967, 70.000 Palestiniens ont été dépouillés de leur droit de séjour en Cisjordanie et à Gaza, parce qu'ils ne se trouvaient pas dans les territoires occupés par Israël au moment du recensement qui a eu lieu peu de temps après la guerre de Juin.**

Les demandes de regroupement familial avec les conjoints ou les enfants doivent être soumises aux autorités israéliennes par un parent proche ayant le statut de résident dans les territoires occupés.

Le processus de réunification de la famille peut prendre plusieurs années et, en attendant, les individus tentent à rester avec leurs familles en faisant des demandes de visas de touristes tous les trois mois. Toutefois, Israël a gelé toutes les procédures de regroupement familial dans les territoires palestiniens occupés après le déclenchement de la deuxième Intifada palestinienne en Septembre 2000.

Les demandes de regroupement familial ne sont plus traitées et les permis de visite ne sont plus délivrés aux personnes concernées, séparant les époux et les enfants de leurs familles. En tant que geste dans les négociations israélo-palestiniennes, Israël a approuvé près de 32.000 demandes de regroupement familial en Cisjordanie et dans la bande de Gaza depuis Octobre 2007.

La plupart des demandes ont été approuvées pour les Palestiniens qui sont restés avec leurs familles en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza après l'expiration de leur permis de visite. Toutefois, selon B'Tselem, près de 90.000 personnes sont toujours en attente d'une décision sur leur demande de regroupement familial.

Les États-Unis, le Canada et Israël se sont retirés du processus mondial pour éliminer la discrimination raciale. **Ils seront sans doute rejoints par les pays de l'Union Européenne si le cas des discriminations raciales à l'égard des Palestiniens est mis clairement à l'ordre du jour.**

Pourtant, des appels lancés par les Prix Nobel de la Paix, Martin Luther King Jr., Nelson Mandela, et l'archevêque Desmond Tutu pour combattre la discrimination raciale n'ont pas perdu leur force et sont toujours valables. Lors d'une conférence de presse après une réunion du Conseil des droits de l'homme en Septembre 2008, Tutu a déclaré : « Je pense que l'Occident se sent, à juste titre, penaud, pénitent, pour sa terrible connivence avec l'Holocauste. La pénitence est payée par les Palestiniens. J'ai seulement à nouveau l'espoir que les citoyens ordinaires en Occident se réveilleront et diront « Nous refusons de participer à cela. » Le silence et l'indifférence de la communauté mondiale envers la discrimination raciale d'Israël à l'égard des Palestiniens est un coup porté à toutes les personnes qui ne peuvent pas accepter l'injustice et le comportement injuste, soit de particuliers ou des Etats.

En outre, comme disait Martin Luther King, Jr. au sujet de la discrimination raciale contre les Africano-américains aux États-Unis, "**L'injustice n'importe où est une menace pour la justice partout.**"

Adri Nieuwhof

Adri Nieuwhof est un consultant et un défenseur des droits de l'homme.

http://www.quebecogres.info/article.php3?id_article=1211

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=3054>

3-3 Khaled Amayreh : L'Europe devrait parler au Hamas, maintenant.

Il ne fait aucun doute que le Hamas, le principal mouvement islamique palestinien, est de plus en plus rationnel, plus pragmatique et plus modéré, au moins par rapport à ses années de formation. C'est pourquoi il est impératif que les États membres de l'Union Européenne (UE), amorcent soit collectivement soit individuellement un dialogue avec le Hamas dans les plus brefs délais. Inutile de dire qu'un tel dialogue serait utile à toutes les parties concernées ainsi qu'à la cause de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient.

Israël, avec son gardien-allié, les États-Unis, et l'essentiel des États membres de l'UE, ont cherché à détruire le Hamas en imposant un blocus particulièrement dur à la Palestine occupée suite à la victoire électorale du Hamas en 2006.

Ce dur blocus a pris des proportions draconiennes quand la guérilla palestinienne a capturé un soldat israélien au cours d'une opération transfrontalière afin de l'utiliser comme une monnaie d'échange pour forcer Israël à libérer certains prisonniers (et otages) palestiniens qui croupissent dans les prisons et les centres de détention israéliens.

Israël détient plus de 10.000 prisonniers palestiniens, dont beaucoup d'entre eux sont des dirigeants politiques, dont plus de 40 députés, des anciens ministres et autres élus que l'armée d'occupation israélienne a ensuite enlevé pour forcer le Hamas à libérer le soldat captif.

En outre, l'armée israélienne a mené une attaque militaire prolongée contre la bande de Gaza, tuant et mutilant des milliers de personnes, dont de nombreux civils.

Israël espérait que le dur blocus, une catastrophe humanitaire même en faisant de gros efforts d'imagination, accompagné d'une "pression militaire" prolongée pousserait finalement les habitants de Gaza à se révolter contre le gouvernement du Hamas et le renverseraient.

Toutefois, les plans israéliens se sont avérés impossibles à réaliser puisque le Hamas s'est avéré plus résistant et plus tenace que ne le croyait auparavant.

Cessez-le-feu

À la mi-Juin 2008, Israël et le Hamas sont arrivés à un cessez-le-feu de fait dans la bande de Gaza. L'accord, négocié par les égyptiens a mis fin aux anciennes attaques et incursions quotidiennes des Israéliens contre la bande de Gaza, ainsi qu'aux tirs de roquettes artisanales depuis l'enclave côtière sur les colonies israéliennes de l'autre côté de la frontière.

Entre autres choses, l'accord stipulait la réouverture du poste frontière de Rafah ainsi que la levée progressive des deux ans de blocus économique imposé à Gaza, qui a mené une grande partie des 1,5 million d'habitants au bord de la famine.

Et tandis qu'Israël suspendait en grande partie ses incursions militaires et ses opérations d'assassinats dans la bande de Gaza mais pas en Cisjordanie, la Bande de Gaza est restée en réalité un territoire assiégé et sous blocus, puisque l'armée israélienne n'autorisait l'entrée que de petites quantités de produits de consommation et autres produits de base.

Toutefois, bien qu'Israël soit revenu sur ses engagements dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu négocié par les Egyptiens et que l'Égypte ait refusé de rouvrir le poste frontière de Rafah, la principale sortie de la bande de Gaza vers le monde extérieur, le Hamas a continué à respecter scrupuleusement le cessez-le-feu.

Ce qui est sûr, c'est que certains éléments non-conformistes, apparemment affiliés à l'organisation du Fatah et

probablement au groupe du Jihad Islamique, ont continué à tirer, de temps en temps, des roquettes artisanales sur Israël.

Cependant, le Hamas a continué à faire des efforts apparemment sincères pour contrôler et même punir les contrevenants, avec des dirigeants du Hamas expliquant que la rupture du cessez-le-feu ébranlait les intérêts nationaux palestiniens. En effet, en Juillet 2008, **Mahmoud al-Zahar**, l'un des responsables de la ligne dure du Hamas dans la bande de Gaza, a qualifié les individus et les groupes qui cherchaient l'effondrement du cessez-le-feu d'"agents israéliens."

Néanmoins, le cessez-le-feu tient toujours et s'est même renforcé comme en témoigne le chef du Shin Bet, Yuval Diskin, qui était opposé au cessez-le-feu.

Sans aucun doute, le fait que le cessez-le-feu tienne en dépit de la persistance du siège imposé par les Israéliens et de la poursuite des "conditions de vie anormales dans la bande de Gaza" montre que le Hamas est un mouvement discipliné et qui respecte ses engagements.

Malheureusement, l'Occident, y compris l'Union Européenne, a négligé cette variable positive, ce qui n'a pas vraiment aidé la cause des modérés en Palestine.

Ce qui est sûr, c'est que le cessez-le-feu dans la bande de Gaza n'était pas un acte altruiste, ni de la part d'Israël ni de la part du Hamas. Les tirs presque quotidiens de roquettes artisanales et autres projectiles depuis la bande de Gaza sur les agglomérations israéliennes ont gravement perturbé la vie quotidienne des Israéliens dans les villes frontalières de la bande de Gaza.

Cela a finalement conduit à d'intenses pressions de l'opinion publique exercées sur l'armée et le gouvernement israélien afin qu'ils parviennent à un cessez-le-feu avec le Hamas. L'Egypte, avec qui le maintien de la paix est un intérêt stratégique primordial pour Israël, a également accusé Israël pour la poursuite de la violence, en invoquant le refus israélien de mettre fin à la violence meurtrière disproportionnée des Israéliens contre Gaza tout en exigeant un cessez-le-feu du côté palestinien.

Du côté palestinien, il existe une croyance largement répandue que le Fatah a été gravement déçu par l'accord de cessez-le-feu conclu entre Israël et le Hamas.

Certes, le président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, a soutenu le cessez-le-feu. Toutefois, des éléments influents du Fatah basés à Ramallah, dont certains dirigeants du Fatah qui ont fui Gaza suite aux événements de la mi-Juin 2007 dans la bande de Gaza, n'aimaient pas cet accord, c'est le moins que l'on puisse dire.

Certains de ces dirigeants ont exprimé l'espoir qu'Israël envahisse la bande de Gaza, assassine ou à arrête les principaux dirigeants du Hamas et qu'il remette ensuite sur un plateau d'argent le territoire côtier au Fatah. D'où, la déception.

Hamas contre Al-Qaïda

Beaucoup de gens en Occident continuent à panser, de façon erronée, que le Hamas et Al-Qaïda sont les deux faces d'une même médaille.

Toutefois, ce point de vue, en grande partie façonné par l'intensive propagande israélienne, est inexact. En fait, la vision du monde et l'idéologie du Hamas diffèrent sensiblement de la vision du monde et de l'idéologie d'al-Qaïda. Idéologiquement, le Hamas suit l'école relativement modérée des Frères Musulmans, qui préconise des moyens pacifiques et non la violence pour des changements dans les sociétés islamiques.

En revanche, Al-Qaïda adopte une école de pensée appelée " **Madrasat al-Fikr al-Salafi al-Jihadi** " ou "l'école de l'idéologie de la lutte salafiste." (Un Salafiste est une personne qui suit le véritable et authentique chemin du Prophète Mahomet et de ses successeurs immédiats et de ses premiers adeptes.)

Le Hamas adopte le principe de progressivité, tant en ce qui concerne la création d'une société islamique et d'un Etat islamique. Par contre, Al-Qaïda rejette fermement cette méthode et écarte la notion de trêve ou de coexistence avec l'ennemi comme étant incompatible avec la charia ou peu judicieux pour la cause de l'Islam.

Le Hamas croit dans le principe de la participation politique et le changement à travers l'implication directe dans le système politique, comme l'a montré la participation du Hamas dans les élections législatives palestiniennes de 2006. Le Hamas est également attaché aux principes démocratiques et les responsables du Hamas restent fidèles aux normes fixées par des groupes qui sont représentatifs d'une large base politique.

De son côté, Al-Qaïda interdit explicitement toute participation dans un parlement ou dans d'autres élections au motif que l'ensemble du système est "kafir", c'est-à-dire, géré par des laïcs ou des non-islamistes.

Enfin, le Hamas rejette le principe d'utilisation de la violence contre les sociétés arabes et musulmanes. En effet, contrairement à Al-Qaïda, le Hamas reconnaît et calcule le véritable équilibre des pouvoirs dans sa lutte et fait tout son possible pour conserver ses moyens de résistance et maintenir sa survie en tant que mouvement. Le Hamas a une tactique politique basée sur la neutralisation du plus possible d'ennemis potentiels et tente de construire des relations amicales avec le plus grand nombre possible d'amis potentiels.

Quant aux attaques contre des civils israéliens, le Hamas n'a jamais envisagé de faire de ces attaques une "politique générale". En effet, les dirigeants du Hamas ont toujours fait valoir que les attaques meurtrières israéliennes contre des civils palestiniens, qui ont tué des milliers de civils, n'ont pas laissé le choix au Hamas sauf par répondre de la même manière.

Le Hamas rejette vigoureusement l'affirmation israélienne que l'armée israélienne ne vise pas délibérément des civils palestiniens, en affirmant raisonnablement que tuer sciemment c'est tuer délibérément et que, lorsque le nombre de victimes civiles est aussi élevé, comme dans le cas de la Palestine, même l'intention elle-même devient hors de propos.

Non-reconnaissance d'Israël

Le refus catégorique du Hamas de reconnaître la légitimité de l'Etat israélien est sans aucun doute le principal facteur empêchant une reconnaissance occidentale et une normalisation avec le groupe islamique.

Toutefois, cette attitude européenne semble plus à voir avec un désir d'apaiser Israël que de véritables considérations d'ordre moral. Après tout, l'Europe a toujours eu et continue d'avoir plus ou moins des relations normales avec les États et les entités qui ne reconnaissent pas Israël.

En outre, il est tout à fait clair que l'insistance des Européens pour que le Hamas reconnaisse la légitimité du sionisme comme condition préalable à tout rapprochement avec le mouvement islamique palestinien est contre-productive et même futile.

Le Hamas a expliqué à maintes reprises qu'il ne peut pas reconnaître "la légitimité d'Israël" pour des raisons morales, religieuses et historiques.

En effet, le Hamas croit que la reconnaissance d'Israël équivaut à une «conversion au sionisme.»

Certains dirigeants du Hamas que j'ai interviewés ont expliqué qu'une reconnaissance d'Israël impliquerait une acceptation du récit national sioniste, à savoir que la Palestine a toujours été une patrie juive et que les 14 siècles presque sans interruption d'une présence palestino-arabo-islamique en Palestine étaient une colonisation étrangère.

Cela, affirmait **Aziz Dweik** (le président du Conseil Législatif Palestinien qui est maintenant emprisonné en Israël pour son affiliation avec le Hamas), revient à exiger que les Palestiniens adoptent le sionisme et bénissent le nettoyage ethnique de la majorité du peuple palestinien perpétré par Israël.

"Nous n'allons pas devenir des Musulmans Sionistes, juste pour obtenir un certificat de bonne conduite d'Israël et de l'Occident", avait déclaré Dweik.

En outre, les dirigeants du Hamas sont arrivés à la conclusion que la question de la reconnaissance d'Israël est un «moyen de diversion», utilisé par la propagande israélienne pour justifier leur colonisation et construction de colonies continues en Palestine. La reconnaissance d'Israël par l'OLP, affirment-ils, n'a pas conduit Israël à mettre fin à son occupation militaire, alors pourquoi le Hamas devrait-il maintenant tomber dans le même piège que l'OLP?

Il y a un autre obstacle important qui rend encore plus improbable la reconnaissance d'Israël par le Hamas. Israël, en particulier dernièrement, a exigé que les Palestiniens et les Arabes le reconnaissent comme État juif, ou même comme État de tous les Juifs.

Par conséquent, les Palestiniens craignent, à juste titre, qu'une telle reconnaissance d'Israël puisse être utilisée pour justifier l'augmentation de la discrimination institutionnalisée contre les 1,4 million de Palestiniens en Israël qui sont des citoyens israéliens.

Plus précisément, Israël pourrait utiliser le concept d'État juif pour empêcher le retour de tout nombre important de réfugiés palestiniens qui ont fui ou ont été forcés de fuir leurs foyers lorsqu'Israël a été créé il y a plus de 60 ans.

Il est si important de se souvenir que le Hamas ne pense pas que l'alternative à la non-reconnaissance d'Israël doit être une perpétuelle confrontation avec l'État juif.

En effet, à plusieurs reprises, le fondateur du Hamas, le cheikh Ahmed Yassine, a proposé une hudna ou longue trêve avec Israël en échange d'un retrait israélien total des territoires occupés, de la libération de tous les prisonniers palestiniens et d'une gestion sérieuse du droit au retour des réfugiés palestiniens conformément à la résolution 194 des Nations-Unies. Récemment, certains dirigeants du Hamas, en particulier en Cisjordanie, ont cherché à améliorer le concept de sulh (une paix prolongée dans une certaine limite de temps) en une paix pratiquement sans limites, quelque chose qui ressemblera beaucoup à un traité de paix.

Enfin, en 2006, le Hamas a accepté l'"accord de réconciliation nationale", qui est basé sur le soi-disant «document des prisonniers" formulé par des dirigeants des prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes.

Ce document offrait à Israël une reconnaissance tacite en échange d'un retrait total des territoires occupés par Israël en 1967, y compris de l'ensemble de Jérusalem-Est, et d'une solution équitable au problème des réfugiés basée sur la résolution 194 des Nations unies.

Conclusion

Le Hamas ne pose pas de menace stratégique pour Israël, une formidable puissance nucléaire qui possède l'une des plus fortes armées au monde et qui contrôle aussi dans une large mesure les politiciens et la politique des États-Unis.

Toutefois, il ne fait aucun doute que, sans intégrer le Hamas dans les efforts de paix véritable, basée sur les principes de la justice et du droit international, les perspectives d'une véritable avancée vers la paix au Moyen-Orient resteront incertaines si ce n'est précaire.

En outre, la poursuite de l'isolement et du harcèlement du Hamas pourrait éventuellement se révéler désastreuse pour la cause de la paix et pour les relations de l'Europe avec le monde musulman.

En effet, un affaiblissement du Hamas a peu de chances de se traduire par un "renforcement de Fatah" comme pourraient le penser de nombreux experts occidentaux qui font preuve d'un manque total de perspicacité. La véritable alternative au Hamas serait Al-Qaida et des groupes extrémistes du même avis

C'est pour ces raisons et d'autres que l'Europe doit entrer immédiatement dans un véritable dialogue avec le Hamas et lever toutes les sanctions contre la bande de Gaza. Une telle mesure, qui exigerait un certain degré

d'émancipation européenne de l'asservissement aux États-Unis et d'Israël, pourrait finalement se révéler être un énorme pas en faveur de la paix au Moyen-Orient.

Source : <http://www.xpis.ps/default.aspx>

Traduction : MG pour ISM

Lundi 17 Novembre 2008

http://www.alterinfo.net/L-Europe-devrait-parler-au-Hamas,-maintenant_a26095.html?PHPSESSID=57a21729338396a23a8cd6aa717dea9e

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Non au terrorisme de l'État d'Israël contre les peuples palestinien et libanais.

Monsieur le Secrétaire général des Nations-Unies Messieurs les Chefs d'États membres du Conseil de sécurité, Je condamne le terrorisme, y compris sa forme d'État. Non au terrorisme de l'État d'Israël contre le peuple palestinien

Le terrorisme doit être condamné et combattu sous toutes ses formes, particulièrement sa forme d'État, qui est la plus conséquente vus les moyens mis en oeuvre. Aucun terrorisme n'est justifié. Tous les conflits doivent pouvoir être résolus dans le respect des droits de chaque individu, groupe d'individus ou peuple. A ce titre, il revient exclusivement aux Nations-Unies de mener la politique d'éradication du terrorisme dont les principales causes sont les injustices sociales, économiques et politiques.

Nul ne doit pouvoir s'ériger en gendarme du monde et prétendre faire justice à lui tout seul. Il y va de la sécurité de tous les peuples et de leur droit fondamental à vivre en Paix.

Aussi, je suis profondément inquiet de la situation en Palestine où, sous prétexte de sécurité et de lutte contre le terrorisme, l'État d'Israël met en oeuvre des moyens d'État au service d'une politique terroriste d'occupation des plus meurtrières contre le peuple palestinien, de ses biens, de ses moyens d'existence et de développement, visant à l'anéantissement de la mémoire et des structures de la société palestinienne elle-même.

Aussi, je réclame qu'au même titre que les individus ou groupes d'individus, l'État d'Israël soit mis sur la liste noire du terrorisme. Qu'à ce titre, Israël soit privé de tout soutien ou aide financière et économique tant qu'il ne mettra pas fin à sa politique terroriste contre le peuple palestinien et tant qu'il ne respectera pas les résolutions prises par les Nations-Unies et son Conseil de sécurité.

Bien respectueusement.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=32

4-2 A l'occasion de la semaine de la solidarité internationale.

Monsieur le député européen,

Vous êtes, bien sûr, au courant du drame que vivent les habitants de Gaza depuis maintenant plus de 2 ans; depuis l'Union Européenne dont vous êtes un député, n'a pas respecté leur choix démocratique et a décidé de suspendre son aide.

Il y a près de 2 semaines, les autorités israéliennes, arguant l'envoi de roquettes qui répondaient aux assassinats "préventifs et provocateurs", ont totalement fermé les frontières de Gaza. Aujourd'hui, Dimanche 16 Novembre, les bureaux des Nations Unies ont fermé leurs centres de distribution d'aide alimentaire et 20000 habitants de Gaza sont repartis les mains vides.

Plus d'un million de personnes vivent dans l'obscurité totale depuis 2 jours alors que 80% de la bande de Gaza n'a plus d'électricité.

Israël commet encore une fois des crimes de guerre et viole la Quatrième Convention de Genève dont la France est signataire (Ce qui signifie pourtant que la France s'est engagée à la respecter et à la faire respecter en toutes circonstances).

A l'occasion de la semaine de la solidarité internationale, et pour faire que ce ne soit pas de "l'esbrouffe", je vous prie de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour qu'Israël reprenne ses livraisons normales de carburant, de nourriture et de médicaments surtout qu'Israel et l'Egypte lèvent immédiatement le siège imposé à cette population innocente.

Merci

Martine Monville

14 Rue de la Jourdière

45470 Rébréchien

4-3 Émile Borne : Les artistes ne gazouillent pas en Palestine.

Quand on est Palestinien, se rendre à l'étranger relève du parcours du combattant. Même quand on est un artiste et qu'on a décroché une

bourse de l'Etat français.

> Chaque année des artistes de la Bande de Gaza se voient décerner des bourses par la France pour passer six mois à la Cité des Arts, à Paris.

Hélas pour ces heureux élus, depuis la victoire électorale des islamistes du Hamas aux législatives de janvier 2006, la Bande s'est peu à peu transformée en une prison à ciel ouvert d'où il est presque impossible de s'échapper. A cause des nombreux contrôles imposés par le voisin israélien.

>

> Gaza n'étant pas desservie par des compagnies aériennes commerciales, tout l'enjeu pour les Gazaouis souhaitant se rendre à l'étranger est de rallier un aéroport international. Difficile quand on sait que les Palestiniens sont interdits d'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv alors que c'est le plus proche ! Boursiers de la France ou non, ils sont contraints de se replier sur la capitale jordanienne, Amman, pour attraper un avion.

Las ! Le trajet entre Gaza et Amman relève davantage du parcours du combattant que d'un avant-goût de vacances.

>

> Erez, passage obligé

>

> La sortie de la Bande de Gaza se fait obligatoirement par le point de passage d'Erez, situé du côté israélien. Et les contrôles effectués par les soldats de Tsahal s'avèrent si redoutables qu'en trois ans aucun des artistes gazaouis sélectionnés par le Consulat général de France à Jérusalem pour se rendre à la Cité des Arts, n'a réussi à passer.

>

> Il y a quelques semaines, les autorités israéliennes ont fini par mettre en place de nouvelles procédures.

Objectif officiel : faciliter le passage

de ces jeunes dûment coraquéés par la France, sans pour autant les autoriser à embarquer à Tel-Aviv. Mais les diplomates tricolores ont vite fait de déchanter.

>

> Début octobre, ils ont essayé de faire sortir un jeune artiste plasticien de Gaza invité à plusieurs reprises à la Cité des Arts, et ont appliqué à la lettre la nouvelle procédure mise en place par le ministère israélien des Affaires étrangères. En l'occurrence, que l'artiste demande un entretien avec le lieutenant Frankeinstein (sic !) de l'armée israélienne, affecté au terminal d'Erez pour obtenir, le moment venu, le droit de quitter Gaza en empruntant ce terminal. Lequel officier a fixé rendez-vous au jeune artiste à 6h30 du matin. C'était le début de la galère.

>

> Bienvenue en Israël !

>

> A 9h00, le plasticien faisait toujours le pied de grue côté palestinien et téléphone à un diplomate français pour lui demander la marche à suivre. Ce dernier entre alors en contact avec le lieutenant Frankeinstein et se voit répondre qu'il « s'en occupe » et que le jeune homme doit « attendre ». Quatre heures plus tard, l'artiste finit par décrocher un feu vert israélien, traverse le tunnel du terminal d'Erez et décroche son ticket pour une fouille en règle : à poil et inspection de chaque vêtement. Il est ensuite enfermé à double tour dans une cellule située au sous-sol du terminal où il somnole pendant une heure.

>

> Lorsqu'il est enfin admis à rencontrer le lieutenant Frankeinstein, il aura attendu plus de sept heures.... Sans surprise, l'entretien avec le militaire israélien n'a rien à envier à un interrogatoire policier : « penchez-vous pour le Hamas ou le Fatah ? », « comment et de quoi vivez-vous ? », « quid de vos collègues et amis ? »... Cerise sur le gâteau, cette remarque du lieutenant qui lui demande pourquoi les Français ont tenu à ce qu'il rencontre un officier de l'armée israélienne alors qu'Israël n'a rien à reprocher au jeune homme...

>

> Israéliens et Palestiniens inégaux devant les feux rouges

>

> A Jérusalem, dans la zone limitrophe de Chufat, où habitent de nombreux Palestiniens, et French Hill, zone résidentielle israélienne, se

trouve un important carrefour où se croisent une route de colons venant de leurs colonies dans le nord des territoires occupés et se rendant à Tel-Aviv ainsi qu'une route réservée aux Palestiniens se rendant à Jérusalem pour y conduire leurs enfants à l'école le matin ou pour y travailler. Les feux de circulation restent allumés au vert trois minutes pour les colons juifs et huit secondes pour les Palestiniens. Cherchez l'erreur...

>

> Tout est bien qui finit bien puisque l'artiste décroche finalement l'autorisation de transiter par Erez lorsque le Consulat de France lui aura délivrer son visa pour venir en France. Ce qui n'a évidemment pas tardé, faisant de cet artiste le premier depuis 2005 à pouvoir se rendre à la Cité des Arts.

>

> Lorsque le jeune homme quitte le lieutenant Frankestein, il est 17 heures (il est arrivé au terminal à 6h30 du matin).

>

> Quand l'Afrique du Sud pratique la réciprocité

> Les artistes gazaouis ne sont pas les seuls à rencontrer les pires difficultés avec les autorités israéliennes. Les diplomates étrangers sont à peine mieux lotis lorsqu'il s'agit d'entrer dans Gaza. S'asseyant sur les bons usages, les forces de sécurité israéliennes exigent de fouiller les voitures diplomatiques. Le Consul Général de France, mais aussi celui des Etats-Unis ont déjà été retenus plusieurs heures aux check-points érigés par les forces militaires dans les Territoires palestiniens occupés. La France, comme de nombreux autres pays n'ose pas protester.

>

> D'autres, telle l'Afrique du Sud, n'affichent pas ce type de pudeur. Il y a quelques mois, un diplomate sud-africain a été empêché de poursuivre sa route et retenu pendant plus d'une heure à un barrage israélien. La police sud-africaine en a fait de même le lendemain en bloquant un diplomate israélien pendant plus d'une heure près de Johannesburg.

Émile Borne

dimanche, 9 novembre

<http://www.bakchich.info/article5746.html>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Joëlle Pénocet : Barack Obama : Une victoire programmée par le Nouvel Ordre Mondial.

Comme il était prévisible depuis plusieurs semaines, Barack Obama sera le prochain président des Etats-Unis, et l'enthousiasme n'avait jamais été aussi délirant pour un candidat depuis John Kennedy en 1960. Le taux de participation (65%) serait le plus haut depuis 1908 et ses bureaux d'enregistrements des électeurs les bureaux de vote ont été débordés par des foules enthousiastes. Toute la presse occidentale « mainstream » a encensé unanimement le candidat démocrate. La machine de propagande sans précédent a fonctionné à merveille. Au cours des précédentes campagnes elle avait loué, en 1992 et 1996, le démocrate Bill Clinton, qui n'a cessé de bombardier l'Irak pendant ses deux mandats avec des armes à uranium appauvri, et a renforcé l'embargo qui a causé la mort d'un million et demi de personnes (dont un tiers d'enfants), après avoir mené une autre guerre nucléaire en Yougoslavie... Elle a ensuite adoré son complice dans ses crimes contre l'humanité, Albert Gore, et continue, depuis l'échec de celui-ci, d'accuser le méchant Ralph Nader d'être responsable de l'élection de Bush en 2000. Et elle avait souhaité la victoire de l'intellectuel falot Kerry, aux positions encore plus bellicistes que G.W. Bush sur l'Iraq. En ce qui concerne Obama, elle a mis cette fois l'accent sur sa jeunesse et surtout sur sa « race » (alors qu'il est métis, et non Africain-Américain, et de culture occidentale) - comme elle l'avait mis sur le genre d'Hillary Clinton. En cela l'Amérique blanche pourra enfin se racheter de son passé esclavagiste et ségrégationniste.

Après les deux mandats de G.W. Bush (le président le plus impopulaire le l'histoire des Etats-Unis), marqués par deux guerres d'agression qui ont lourdement grevé le budget du pays (600 milliards de dollars pour Iraq selon le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, beaucoup plus selon d'autres sources) et largement contribué à son endettement, la grande majorité du peuple américain, qui aspire à un changement politique profond, a placé tous ses espoirs dans jeune sénateur ambitieux de l'Illinois, l'identifiant à Kennedy et à Martin Luther King. Barack

Obama a ainsi suscité l'espoir et l'euphorie dans les classes défavorisées, les Africains-Américains - et les noirs et les progressistes du monde entier. Le premier métis à représenter un grand parti à la présidentielle, qui possède un réel génie politique, un charisme et des talents oratoires exceptionnels, a eu notamment l'habileté de reprendre dans ses discours le ton et les thèmes de ces deux héros historiques dont l'Amérique est si fière. Il a prononcé son discours d'intronisation à la candidature du parti démocrate le jour du 45e anniversaire du discours fameux de Luther King, « I have a dream ». Ses principaux slogans de campagne, concoctés par ses conseillers en communication, étaient : « Oui, nous le pouvons » (« Yes we can ») et « nous changerons ensemble ce pays, et le monde ».

Sur la seule base de son programme des primaires, et sur ses discours populistes, il a obtenu le soutien d'intellectuels comme Noam Chomsky, et d'artistes renommés engagés de longue date dans le mouvement anti-guerre (comme Joan Baez, Patti Smith, Bruce Springsteen, Bob Dylan, Michael Moore, Susan Sarandon...), d'Africains-Américains (Stevie Wonder, Spike Lee), alors que son « concurrent » John McCain n'a obtenu l'appui que des acteurs d'extrême droite Arnold Schwarzenegger et Sylvester Stallone.

La face cachée de Barack Obama

Alors que les foules se sont enflammées pour le sénateur de l'Illinois, sans aucun argument autre que la couleur de sa peau, sa jeunesse ou sa compassion pour sa grand-mère mourante (blanche) qui l'a élevé, et en se basant seulement au programme qu'il avait opposé à celui d'Hillary Clinton lors des primaires, nous voulons ici nous attacher à son comportement au fil des mois et à ses positions politiques, affichées sur son site.

Barack Obama est un belliciste très dangereux

« Je construirai une armée du XXIe siècle et un partenariat aussi puissant que l'alliance anticommuniste qui a remporté la guerre froide, afin que nous demeurions partout à l'offensive, de Djibouti à Kandahar. »

Barack Obama

Alors que pendant les primaires, il s'était opposé à Hillary Clinton sur l'Iran, promettant de rencontrer sans conditions le président de ce pays lors de sa première année de mandat, il a annoncé, juste après l'annonce officielle de sa victoire, lors de son discours du 4 juin à l'AIPAC, le puissant lobby pro israélien, qu'il ferait « tout ce qui est en son pouvoir » pour empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire. Tout ! », n'excluant pas une intervention militaire, s'alignant ainsi sur les positions du gouvernement israélien. La chaîne de télévision NBC a même noté que sa menace « ressemblait aux menaces prononcées par George W. Bush ».

Alors que McCain a suggéré qu'il serait prêt à accepter un accord qui permettrait à l'Iran de produire de l'uranium sur son territoire, Obama a déclaré qu'il ne l'admettrait pas, précisant qu'il ne donnerait pas aux Nations Unies un « droit de veto » sur une décision d'attaquer les installations nucléaires iraniennes). Comme le note Bill Van Auken, « Le caractère belliciste souvent prêté à McCain, par opposition à Obama, repose beaucoup plus sur ce que l'on perçoit du caractère du premier (emporté, incontrôlé) par rapport au caractère du second (calme, mesuré). Sur les intentions politiques affichées, il est vrai qu'Obama ne paraît certes pas moins belliciste que McCain. »

A la réunion de l'AIPAC, Obama s'est déclaré un « véritable ami d'Israël » et il a proclamé la « Sacro-sainte sécurité » de cet Etat, liée à la création de deux Etats (les Palestiniens n'ont pas « droit à d'un état », mais « besoin d'un état ». Il a affirmé que Jérusalem « restera la capitale d'Israël et restera indivisible », ce qu'aucun candidat n'a osé le faire auparavant. Il s'est engagé à « maintenir la supériorité militaire de l'État hébreu » afin de combattre « toute menace provenant de Gaza ou de Téhéran ». Il a également promis à Israël de lui accorder 30 milliards de dollars d'aides militaires supplémentaires.

Il s'était opposé à l'agression de l'Iraq en 2002, et s'était prononcé pour le retrait des troupes US pendant les primaires, mais son calendrier est devenu de plus en plus flou au fil des mois. Il admet que dans certaines circonstances il pourrait décider de prolonger l'occupation. Il estime que les menaces contre les Etats-Unis ont grandi, de l'Afghanistan à l'Iran et qu'il faut se concentrer sur la lutte contre les Talibans, « responsables des attaques du 11 septembre ». Dans le cadre de cette « guerre juste », il estime que le pays a besoin d'y « renforcer les troupes..., de plus d'hélicoptères, de services de renseignements plus performants... pour accomplir (sa) mission là-bas » (cité dans le New York Times, 14 juillet 2008).

Il est venu en Europe pour demander à ses dirigeants de renforcer la présence de leurs troupes en Afghanistan, déclarant par exemple en France : « Nous devons gagner cette guerre, car les terroristes peuvent attaquer Paris tout aussi bien que New York ». Selon le Sunday Telegraph, il a formulé récemment la même demande à la Grande-Bretagne. En outre, il a ajouté qu'il pourrait être amené à attaquer le Pakistan dans le cadre de la « chasse contre les terroristes ».

En vue de « reconstruire la Défense pour les tâches du XXIe siècle », il prévoit d'augmenter les forces terrestres de 90.000 hommes, d'investir dans la préparation d'interventions spéciales pour contenir des insurrections... Son colistier Joseph Biden était pour un « ticket » Kerry-McCain en 2004. Au temps où il était membre de la commission des affaires étrangères, il avait incité le président Clinton à armer les musulmans de Bosnie et à intervenir à Kosovo (en déposant une résolution au Congrès co-écrite avec John McCain, un ami de longue date). Après le 11 septembre, il a affirmé que les Etats-Unis n'avaient « pas d'autre choix que d'éliminer Saddam Hussein ». Il a proposé en 2006 la partition de l'Iraq entre sunnites, chiïtes et Kurdes, chère à l'état d'Israël. Quant à l'ancien colistier d'Albert Gore, Joseph Lieberman, il a cette fois pris position en faveur du candidat Républicain. Ses conseillers en politique étrangère les plus influents sont des faucons démocrates, comme Anthony Lake, un ancien conseiller sur la sécurité nationale de l'administration Clinton (l'un des architectes des interventions militaires dans les Balkans et en Somalie) et Dennis Ross, qui a travaillé pour le Conseil de sécurité nationale de Reagan (notamment avec Paul Wolfowitz). Ross, partisan d'une ligne très dure contre l'Iran pourrait succéder à Condeleeza Rice.

Obama se déclare ennemi des pays d'Amérique latine qui ont déclaré leur indépendance des Etats-Unis, comme le Venezuela de Chavez et la Bolivie d'Evo Morales. Il affirme sur son site de campagne que G.W. Bush n'a pas été efficace vis-à-vis des « démagogues » du sous-continent et qu'il fera tout pour rendre la liberté à Cuba, à commencer par la libération des prisonniers politiques : les États-Unis doivent y exporter la démocratie (comme en Iraq ?). Il est pour le maintien de l'embargo.

Des promesses en matière de politique intérieure impossibles à tenir

Si la politique extérieure reste aussi agressive que celle de ses prédécesseurs, on se demande où Obama trouvera l'argent pour rétablir un minimum de justice sociale dans son pays. Les sept années de croissance ininterrompue des États-Unis n'ont profité qu'à la petite minorité des plus riches, au détriment des travailleurs pauvres, des chômeurs, des Africains-Américains et de tous ceux qui sont expulsés par milliers de leur maison qu'ils ne peuvent plus rembourser. Les inégalités se sont creusées et les conditions de travail se sont détériorées. C'est pourquoi beaucoup de pauvres, parmi lesquels de nombreux anciens électeurs républicains, ont placé tous leurs espoirs dans Barack Obama, bien qu'il ait voté avec les Républicains pour le plan Paulson, ce cadeau monstrueux de 700 milliards de dollars fait aux « banksters » - la plus grande escroquerie financière de l'Histoire. Bill Clinton avait promis une couverture de santé pour les plus démunis et une redistribution sociale plus équitable au cours de sa campagne de 1991. Mais, pendant ses deux mandats, il a remis en cause des acquis sociaux existants, cependant qu'il augmentait le budget militaire.

Obama n'est pas partisan de l'Etat-Providence, il ne s'adresse pas aux classes pauvres, mais aux classes moyennes, en voie de paupérisation. Il n'est pas partisan d'une couverture médicale universelle. Il veut rendre les travailleurs « plus mobiles et moins résistants aux changements ». Selon lui, les inégalités seraient dues à des différences dans les niveaux de formation et de compétences, et non à « un transfert radical et historiquement sans précédent de la richesse, des travailleurs vers les propriétaires du capital », note Bill van Auken, qui poursuit : « L'essence de l'approche d'Obama sur les questions économiques, comme l'ensemble de sa candidature, est de chercher à réconcilier l'irréconciliable. Il dit avoir de la sympathie pour les chômeurs, ceux qui n'ont pas de couverture-maladie... sans exprimer la moindre hostilité envers les parasites financiers responsables de ces conditions : les PDG aux salaires mirobolants, les gestionnaires de fonds de placement à risque, les investisseurs banquiers et les spéculateurs de biens de consommation ».

Après Albert Gore (pressenti pour être en charge des questions environnementales dans la nouvelle administration), qui avait vanté les vertus écologiques de l'énergie nucléaire dans son livre « Earth in the Balance », le manifeste du parti démocrate sur le sujet en 2000, Obama estime que cette source d'énergie reste d'actualité dans le contexte du changement climatique.

Par ailleurs, il veut préserver le 2e amendement de la Constitution américaine, qui autorise le port d'armes, et il est partisan de la peine de mort dans certains cas, comme le viol d'enfants.

Les États-Unis gouvernés par un parti unique : les « Republicrats », à la solde du complexe militaro-industriel, des grandes corporations et d'Israël

Plus que jamais, la collusion des deux grands partis, qui forment une « hydre à deux têtes », selon la formule de Ralph Nader, est patente. Barack Obama a obtenu le 18 octobre dernier, après l'avoir courtisé pendant des mois, le soutien de Colin Powell, ancien chef d'état-major des armées américaines, ancien secrétaire d'Etat de Georges W. Bush. C'est le discours de Powell devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, le 5 février 2003, qui a permis à l'administration Bush de déclencher l'agression contre l'Iraq, à l'origine de plus de 1.200.000 morts (The Lancet) et d'éradiquer quasi totalement l'Iraq de la carte du monde. « Ce matin, un grand soldat, un grand homme d'Etat et un grand Américain s'est rallié à notre campagne pour changer l'Amérique », a déclaré Obama (Les Echos, 27 octobre 2008). Avant l'Iraq, ce « grand homme » s'était également distingué en faisant tout pour dissimuler le massacre de My Lai au VietNam.

De nombreux autres Républicains, souvent anciens membres de l'administration Bush ou Reagan, se sont ralliés à lui, et il existe même des sites de « Républicains pour Obama ». La femme de Cheney, autre grand criminel de guerre, a révélé à la télévision que son mari était « un cousin au 8e degré » d'Obama, qui s'est empressé cette annonce, parlant de « Dick Cheney, mon cousin ». Dans son brillant livre-programme, L'Audace d'espérer, « Barack Obama dit des Républicains « comprendre (leurs) motivations et reconnaître chez eux des valeurs [qu'il] partage ». Il a rendu hommage à l'ancien président Bill Clinton pour avoir « extirpé du Parti démocrate certains des excès qui l'empêchaient de gagner les élections » (cité par Serge Halimi, Le Monde Diplomatique, septembre 2008).

Le Congrès, à majorité démocrate depuis les élections de 2006 grâce aux voix des pacifistes, a approuvé le financement des guerres contre l'Afghanistan et l'Iraq, permis la construction de l'ambassade des Etats la plus grande dans le monde à Bagdad ainsi que l'installation de bases permanentes en Iraq, et refusé de lancer une procédure d'Impeachment contre « les criminels récidivistes » (Ralph Nader) Bush et Cheney.

Lors de son premier débat avec John McCain, le 26 septembre, Barack Obama a déclaré qu'il voulait « restaurer la position des États-Unis dans le monde » et qu'il fallait que les Américains comprennent que « la perception entretenue par le monde à l'endroit des États-Unis allait faire la différence dans la capacité de travailler ensemble, notamment pour déraciner le terrorisme ». Dès mars 2008, il annonça : « Ma politique étrangère se veut un retour à la politique réaliste et bipartite du père de George Bush, de John Kennedy et, à certains égards, de Ronald Reagan ».

Unemachine de propagande gigantesque pour Obama, et un black out total sur les autres candidats

De même que lors des primaires, les candidats à l'investiture des deux grands partis, comme Ron Paul (Républicain anti-guerre) ou Dennis Kucinich (aile gauche des Démocrates, le favori des pacifistes) avaient été

occultées pendant les primaires, les « troisièmes » candidats ont été totalement ignorés : Ralph Nader, Cinthya MacKinney (la candidate des Verts, ancienne sénatrice démocrate anti-guerre africaine-américaine), Bob Barr (parti libertarien), Jerry White (Socialist Equality Party)...

La machine de propagande du candidat Obama était extrêmement puissante... Le coût de la campagne de 2008 devrait coûter au total plus de deux milliards de dollars » (selon le Center for Responsive Politics), le candidat démocrate ayant bénéficié du double de la somme de son concurrent, soit 639,2 millions de dollars, dont seul un quart seulement proviendrait de petits donateurs. En fin de campagne, Barack Obama a fait diffuser un publi-reportage de 30 minutes de trois millions de dollars sur sept grandes chaînes de télévision nationales. Ses spots publicitaires ont été quatre fois plus nombreux que ceux de McCain dans les dix-huit « Swing States » (Etats où l'élection n'était pas assurée). Obama, a orienté ses clips de campagne sur Internet (qui a joué un rôle important dans l'élection) essentiellement en direction des jeunes et des minorités raciales, alors que l'Amérique blanche est en passe de devenir minoritaire aux Etats-Unis. Il aurait ainsi obtenu 70% des votes chez les nouveaux électeurs. (1)

Face à ce déluge de dollars distribués au parti unique par les grandes corporations, les candidats des petits partis, dont la plupart des électeurs américains ne connaissaient même pas l'existence, n'avaient aucune chance d'obtenir un score honorable. Par exemple, Ralph Nader, uniquement financé par des petits donateurs et l'aide légale de l'Etat, a collecté au total 4 millions de dollars soit l'équivalent de ce qu'Obama a recueilli en moyenne par jour !

En outre, depuis que l'outsider Ross Perot a obtenu plus de 18% des voix en 1992, les petits partis sont exclus des grands débats télévisés, qui ont un poids déterminant dans le résultat final.

L'élection d'Obama aurait-elle été programmée de longue date ?

Pour conserver leur hégémonie dans le monde, les Etats-Unis ont besoin de redorer leur image, très dégradée par les deux mandats de « Bush l'idiot », le président le plus impopulaire de toute l'histoire des USA. Le choix de McCain, un candidat âgé, falot, peu brillant, peu avenant et homme du passé (associé à la guerre du VietNam), dans lequel ne pouvaient se reconnaître les nouvelles générations d'Américains, a inéluctablement favorisé l'élection de Barack Obama. McCain et sa colistière extrémiste Sarah Palin auraient pu être utilisés comme repoussoirs pour mieux faire élire le candidat démocrate.

D'autant que les Américains sont préoccupés plus que jamais par leur situation sociale, depuis la « crise financière » - survenue à un moment fort opportun pour le candidat démocrate-, et qu'ils sont opposés à une large majorité (deux tiers) à des interventions à l'étranger, qui grèvent lourdement le budget de l'Etat alors que toutes les infrastructures du pays se dégradent (dans les secteurs-clefs comme l'éducation, la santé, les transports...). C'est ce courant majoritaire anti-guerre qui avait permis aux Démocrates de reprendre le contrôle du Congrès en novembre 2006.

D'autres questions se posent auxquelles il est difficile actuellement de trouver des réponses : pourquoi le même Colin Powell a-t-il prévu des « événements très graves » qui se produiraient en janvier 2009 pour « tester » le nouveau président ? Cela a-t-il un quelconque rapport avec le soutien de Powell qui était convoité par Obama ? Joseph Biden a prévu lui aussi des événements graves dans les mois suivant l'élection. Par ailleurs, John Bolton, l'ancien ambassadeur aux Nations Unies, un faucon notoire, a prédit qu'Israël pourrait attaquer l'Iran après l'élection, avant l'intronisation du nouveau président (The Daily Telegraph). Faut-il alors redouter de nouveaux attentats terroristes qui fourniraient l'alibi idéal à Obama pour ne pas suivre son programme (celui des primaires, conçu pour conquérir les progressistes, qui sont depuis restés subjugués par le candidat, en dépit de sa radicalisation à la droite extrême).

Comme l'écrit justement Serge Halimi : Obama « paraît donc mieux armé qu'un autre pour « renouveler le leadership américain dans le monde ». C'est-à-dire réhabiliter la marque Amérique, rendre plus performantes parce que mieux acceptées — et plus accompagnées — les interventions des Etats-Unis à l'étranger... Pour ceux qui rêvent encore qu'un président « multiculturel » né d'un père kenyan serait le signe de la venue d'une Amérique new age et la farandole d'une ronde où tous les gars du monde se donneraient la main, le candidat démocrate a déjà dit qu'il s'inspirerait moins des Pink Floyd ou de M. George McGovern que de la politique étrangère « réaliste et bipartisane du père de George Bush, de John Kennedy et, à certains égards, de Ronald Reagan »(2).

Avec Barack Obama, la fin de l'hégémonie des Etats-Unis dans le monde n'est pas pour demain, et le mouvement pacifiste n'est pas près de renaître de ses cendres...

Notes

(1) Selon Stephen Ansolabehere, politologue à Harvard et au MIT, les Blancs ne représenteraient plus que 74% de l'électorat, contre 81% en 2004, avant la poussée démographique noire et hispanique de ces dernières années.

(http://canadianpress.google.com/article/ALeqM5iSyLBz4omJYs-z05Cyp_6jBQtVEA) .

(2) Le Monde Diplomatique, août 2008.

Principales Références

Site de Barack OBAMA : <http://www.barackobama.com>

[http://yeswecan.dipdive.com/#/ /videoplayer/0/285/1583/ /](http://yeswecan.dipdive.com/#/ /videoplayer/0/285/1583/)

Son clip vidéo de 30 m dans son intégralité en plusieurs parties :

<http://www.youtube.com/watch?v=a0JhEtzch4Y>

« Yes, we can » Par Barack Obama (discours des primaires), <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/04/OBAMA/15782> - AVRIL 2008

Ali ABUMINAH : Usa : how barack obama learned to love israel <http://electronicintifada.net/v2/article6619.shtml>
Uri AVNER : Obama, israel and aipac, CounterPunch, 9 mai 2008.
Marie BENILDE : Barack Obama, candidat des réseaux sociaux sur Internet, <http://blog.mondediplo.net/2008-04-21-Barack-Obama-candidat-des-reseaux-sociaux-sur>
John BOLTON : Israël 'Will Attack Iran' just after the Election, The Daily Telegraph, June 24, 2008
Tod CHRETIEN : Why i'm not voting for obama : <http://internationalnews.over-blog.com/article-24047523.html>
Lary CHIN :2008 presidential charade : more criminality and wars : www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=7766
Noam CHOMSKY : Why isn't iraq in the 2008 election ? <http://www.alternet.org/election08/78408/?page=entire>
Michel CHOSSUDOVSKY : The Democrats endorse the "Global War on Terrorism" : Obama "goes after" Osama : <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=9995>
Alexander COCKBURN : Obama, the first-rate Republican, The Independent , 26 octobre 2008
Andre DAMON : Obama on foreign policy : "i will not hesitate to use force"
<http://www.wsws.org/articles/2007/jul2007/obam-j28.shtml>
Joshua FRANK : Note to Progressives for Obama : What Happens After Election Day ?, Dissident Voice, October 29th, 2008.
Amy GOODMAN : "Open The Debates !!!", Truthdig :
http://www.truthdig.com/report/item/20081008_open_the_debates/
Serge HALIMI : Barack Obama, Le Monde Diplomatique, août 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/08/HALIMI/16160>
Serge HALIMI : Dernier film de campagne ou premiers chantiers du prochain président ?, Les vrais enjeux de l'élection américaine, Le Monde Diplomatique, 4 novembre 2008. <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-11-04-Publicite-Obama>
Serge HALIMI : L'argent des démocrates aux Etats-Unis, Le Monde Diplomatique, 9 avril 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-04-09-L-argent-des-democrates>
Christopher HAYES : R Dernier film de campagne ou premiers chantiers du prochain président ? alph was Right The Nation, <http://www.thenation.com/blogs/jstree> ...
Chris HEDGES : Nader deserves a pulpit to speak the truth , 4 octobre 2008 :
<http://www.greenchange.org/article.php?id=2201>
Robert KAGAN : Obama the Interventionist, The Washingtonpost, 29 avril 2007, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/04/27/AR2007042702027.html>
Max KANTAR : The opium of the masses), 24 octobre 2008 : <http://www.countercurrents.org/kantar241008.htm>
George LAKOFF : IRAN, The Words No US Candidate Dare Say : NUCLEAR War, Comondreams, January 28 2007
Patrick MARTIN : USA : Bilan d'un an de majorité démocrate au Congrès...un an de dissimulation et de réaction politique, Mondialisation.ca, www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=7727
Arno MEYER Les présidents changent, l'empire américain demeure, Le Monde Diplomatique, septembre 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/09/MAYER/16251>
Walter Ben MICHAEL : Toutes les inégalités n'offensent pas le candidat Barack Obama, Le Monde Diplomatique, juin 2008 :
<http://www.monde-diplomatique.fr/2008/06/MICHAELS/15969>
Ralph Nader : The Song Remains the Same : <http://www.counterpunch.org/nader10222008.html>
Ralph NADER : "Obama is a corporate candidate from a to z" ,
http://www.democracynow.org/2008/6/18/ralph_nader_on_barack_obama_it
Ralph NADER on the candidates, corporate power..., 15 juin 2008 :
http://www.democracynow.org/2007/7/9/ralph_nader_on_the_candidates_corporate
John PILGER :The substance of obama's liberalism, <http://internationalnews.over-blog.com/article-20118163.html>
Jeffrey St CLAIR and Joshua FRANK : Obama's nuclear ambition , CounterPunch, 10/12 octobre 2008.
Ralph nader says to obama : "explain why..." (video), 16 avril 2008, <http://internationalnews.over-blog.com/article-18779871.html>
Scott RITTER : Republicans and Democrats set up the Iraq War : <http://internationalnews.over-blog.com/article-24128455.html>
Lee SUSTAR : The democrats and iran : Can they sink more lower ?, CounterPunch, 5 Octobre 2008.
Présidentielle US : Ron Paul, Le candidat anti-guerre : <http://internationalnews.over-blog.com/article-16432737.html>
La révolution Ron Paul : http://www.planetenonviolence.org/Election-Presidentielle-US-La-Revolution-Ron-Paul-Le-Candidat-Anti-Guerre-de-la-Rupture_a1475.html ?
Justin RAIMONDO : Democrats signal capitulation on iraq—and iran , Antiwar, 8 juillet 2008 :
<http://www.antiwar.com/justin/?articleid=11680>
Robert SCHEER : Curb your enthusiasm on Obama, Alnet, 9 février 2008
Bill Van AUKEN : The two faces of Barack Obama, by Bill Van Auken : <http://www.wsws.org>
Jerry WHITE : Obama pour l'une extension de la guerre en Afghanistan, <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=9694> .
Mike WHITNEY : Obama : worse than McCain ? , CounterPunch, 13 juillet 2008 :
<http://www.counterpunch.org/whitney07112008.html>whitey

Gabriel ZAMPARINI : Remember, remember the Fourth of November, Online Journal, 24 Oct. 2008 :

http://onlinejournal.com/artman/publish/article_3917.shtml

Mickey Z : Chomsky, Zinn, And Obama., Countercurrents.org, 24 October, 2008.

En complément, des vidéos :

Colin Powell : Crisis on January 21 or 22 (10/19/2008 videos) Meet the Press.

Colin Powell Endorses Barack Obama on Meet The Press (video), <http://internationalnews.over-blog.com/article-24158169.html>

Ralph nader on israel/Palestine , obama, mccain, 2 avril 2008 : <http://internationalnews.over-blog.com/article-18379465.html>

Ralph Nader : be prepared to be very disappointed with obama : <http://internationalnews.over-blog.com/article-23637322.html>

Ralph nader : Obama headed into the mother of all quagmires !, 2 » Octobre 2008, <http://internationalnews.over-blog.com/article-24027975.html>

Joëlle Pénochet (from: Comité Valmy)est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

— · — · —

5-2 Notes sur le discours de Barack Obama.....devant l'American Israeli Public Affairs

Committee

« *Time for change* ». Tel a été le slogan martelé par Barack Obama durant les primaires du Parti Démocrate. Et pourtant... Quelques heures après l'annonce officielle de sa victoire face à Hillary Clinton, Obama prononçait un discours remarqué lors de la Conférence annuelle de l'American Israeli Public Affairs Committee (AIPAC), le plus puissant des lobbys pro-Israël aux États-Unis. Un examen de ce discours montre que si Obama adopte une posture de « *rupture* » par rapport à l'Administration Bush quant à la politique états-unienne au Moyen-Orient, prônant ainsi le désengagement progressif du borbier irakien, de remarquables éléments de continuité se dégagent, notamment en ce qui concerne la question palestinienne.

Il ne s'agira pas ici de mener une analyse exhaustive des propos d'Obama et d'en tirer des conclusions définitives quant à sa vision de la politique étrangère états-unienne. L'adresse à l'AIPAC d'un candidat en campagne, et donc en quête d'électeurs, ne suffit pas à résumer son projet. Je me contenterai donc ici de tenter de synthétiser et de commenter les éléments du discours qui ont directement trait à la question palestinienne et de montrer que, loin de se démarquer des positions politiques de l'actuel Président, Obama les rejoint et, dans une certaine mesure, va même encore plus loin dans un soutien inconditionnel à Israël, au détriment des revendications nationales des Palestiniens.

Génocide juif "donc" État d'Israël

Dans la première partie de son discours, Obama explique les raisons qui expliquent qu'il se pose en « *véritable ami d'Israël* ». Elles sont liées à son rapport personnel au génocide juif. Son grand-père et son grand-oncle ont combattu, en Europe, durant la Deuxième Guerre Mondiale. Son grand-oncle « *faisait partie de la 89ème Division d'Infanterie, les premiers soldats américains à être parvenus dans un camp de concentration nazi* ». Un grand-oncle qui, on le comprendra aisément, est revenu d'Europe « *en état de choc* ».

A cette expérience familiale s'est ajoutée une visite d'Obama au mémorial du génocide à Jérusalem, Yad Vashem, au cours de laquelle il a pu voir « *des photos qui ne s'effacent jamais de votre mémoire* ». Quiconque a eu l'occasion de voir les photos auxquelles il fait référence ou de visiter les camps d'extermination partagera l'appréciation du candidat Obama.

Mais les conclusions qu'en tire Obama et la suite de son propos sont nettement plus contestables : « *J'ai appris l'horreur de l'Holocauste, et la terrible urgence que celui-ci a conféré à la nécessité d'effectuer le voyage de retour chez vous, en Israël* ». Sans détour, le sénateur de l'Illinois justifie le projet sioniste et la création de l'État d'Israël au nom des horreurs perpétrées par les Nazis et rappelle que « *ce n'est que quelques années après la libération des camps que David Ben Gourion proclama la fondation de l'État juif d'Israël* ».

S'il est vrai que l'État d'Israël a été officiellement fondé en 1948, il est historiquement faux et intellectuellement malhonnête de justifier le projet sioniste au nom du génocide.

Historiquement faux car le projet d'établir un État juif en Palestine remonte à la fin du 19ème siècle ; car la déclaration Balfour, affirmant le soutien de la Grande-Bretagne à l'entreprise sioniste, date de 1917 ; car la première révolte des arabes palestiniens contre la colonisation a eu lieu en 1936. Obama semble pourtant le savoir puisqu'il affirme que « *la fondation d'Israël était juste et nécessaire, enracinée qu'elle était dans des siècles de lutte et des décennies de travail patient* ». Un candidat qui n'est pas à une contradiction près, donc.

Intellectuellement malhonnête car la présentation de la fondation de l'Etat d'Israël comme la conséquence logique du génocide ouvre la porte à tous les amalgames et interdit notamment à quiconque de remettre en question la légitimité de l'établissement d'un Etat juif dans un territoire majoritairement peuplé de non-juifs sous peine d'être accusé de négationnisme. Obama va même plus loin en mettant sur un même plan, lorsqu'il évoque son intransigeance envers tout ce qui touche à la « *sécurité d'Israël* », son refus de toute concession « *alors qu'il y a encore des voix qui osent nier l'Holocauste* » et « *[alors] que des roquettes s'abattent sur Sdérot* ». Chacun comprendra que l'amalgame entre les négationnistes et les tireurs de roquettes n'est pas seulement malhonnête, mais dangereux.

La manœuvre est classique et l'argumentaire est connu. Il est néanmoins significatif qu'Obama les reprenne à son compte et en fasse la première partie de son discours, celle qui pose le cadre du reste de son propos quant à

ses projets concernant le Moyen-Orient. Il ne s'agit pas seulement de satisfaire une audience en vue d'obtenir de précieuses voix. C'est un positionnement idéologique qui permet de justifier implicitement la politique israélienne et les souffrances subies par les Palestiniens au nom d'un crime que ces derniers n'ont pas commis.

Les droits des uns et les devoirs des autres

Obama revendique une continuité entre son positionnement vis-à-vis d'Israël et celui du Président Bush tout en affirmant, comme on le verra, qu'il n'en tire pas les mêmes conclusions pratiques : « *Je suis depuis longtemps fier d'être partie prenante d'un consensus puissant et bipartisan qui se tient aux côtés d'Israël face à toutes les menaces. C'est un engagement que nous partageons l'un comme l'autre, John McCain et moi, parce que le soutien à Israël, dans ce pays, transcende les partis* ».

Illustration sémantique de cette continuité et de cet indéfectible soutien, Obama fait référence à 20 reprises à la « *sécurité d'Israël* » et à 11 reprises au « *terrorisme* » ou aux « *terroristes* » qui la menacent. Et c'est précisément autour de ces thèmes que porte sa critique de l'administration républicaine : il dénonce en effet « *l'idée trompeuse et fallacieuse selon laquelle la politique étrangère américaine, ces dernières années, aurait rendu Israël plus sûr* ». Au contraire, l'environnement dans lequel évolue l'État d'Israël est devenu de plus en plus hostile, notamment en raison de la conduite de la guerre en Iraq qui est une erreur, selon le candidat démocrate, car elle a contribué à déstabiliser la région et à renforcer le terrorisme. Mais pas parce que, feront remarquer certains, des centaines de milliers d'Irakiens et des milliers de soldats états-unien sont morts...

Les positions d'Obama quant à la situation irakienne sont connues : il s'était opposé à l'expédition militaire et prône aujourd'hui un retrait progressif des troupes US, à mesure que la situation se stabilisera. On connaît moins sa vision du règlement du « *conflit israélo-palestinien* ». Il rappelle son objectif : « *deux États, un État juif d'Israël et un État palestinien, vivant côte à côte en paix et dans la sécurité* ». Ce en quoi il ne se distingue nullement de Bush. Son désaccord semble être ailleurs : « *Je me suis opposé à la tenue d'élections, en 2006, dans lesquelles le Hamas était candidat. Mais l'administration actuelle a précipité les choses, et le résultat, c'est que Gaza est contrôlée aujourd'hui par le Hamas, et que des roquettes pleuvent sur Israël* ».

Obama, qui n'est décidément pas à une contradiction près puisqu'il avait souligné quelques instants plus tôt qu'on ne pouvait blâmer Israël, « *la seule démocratie du Moyen-Orient* », rappelle avec fierté (et sous les applaudissements) qu'il s'était élevé contre la tenue d'élections démocratiques, en janvier 2006, dans les territoires palestiniens. On est en droit de s'interroger sur les principes qui gouvernent un homme politique qui considère que lorsque des adversaires sont en passe de gagner des élections, celles-ci ne doivent pas se tenir. Il poursuit, sur un ton qui, au passage, flirte allègrement avec le paternalisme, en expliquant que « *le peuple palestinien doit (« must ») comprendre que le progrès ne sera amené ni par de faux prophètes, ni par l'extrémisme, ni par le détournement de l'aide étrangère* » (souligné par moi).

Ces « *devoirs* » du peuple palestinien font écho aux « *droits* » d'Israël. Les deux seules mentions du terme « *droit* » (« *right* »), dans l'ensemble du discours, se rapportent en effet au « *droit à l'existence* » et au « *droit à la sécurité* » d'Israël.

La « *Sacro-sainte sécurité d'Israël* » (selon ses propres termes) est l'élément surdéterminant de la vision du Sénateur de l'Illinois. Corollaire logique : les Palestiniens n'ont pas « *droit à un État* » mais « *besoin d'un État* » (« *Palestinians need a State* »). Ce n'est en effet pas parce que les Palestiniens ont de droits nationaux qu'Obama défend l'idée de « *deux États vivant côte à côte* » mais parce que, pour Israël, « *une réelle sécurité ne peut découler que d'une paix durable* », qui passe par la création d'un État palestinien...

C'est à la lumière de ces éléments que l'on peut comprendre le sens d'une phrase à première vue obscure, dans laquelle les Palestiniens sont absents du règlement d'une question qui les concerne pourtant au plus haut point : « *Quand je serai président, j'œuvrerai à aider Israël à réaliser l'objectif des deux États* ».

Deux États pour Israël, et non pas un Etat pour les Palestiniens.

6 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Gilad Atzmon : Tractatus Logico Palestinianus.

Atzmon s'efforce ici de tirer le discours palestinien de là où Wittgenstein l'avait laissé...

1. Ce qui peut ne serait-ce qu'être énoncé peut être énoncé clairement, et ce dont nous ne pouvons pas parler, nous devons le passer sous silence. (Ludwig Wittgenstein, 1918)

1.1. L'humanisme et l'éthique sont les fins pour lesquelles il vaut la peine de se battre.

1.2. La politique occidentale et le discours politique (d'autre part) sont relatifs au pouvoir et à l'hégémonie.

1.3. Partant, l'humanisme et l'éthique sont aliènes au discours politique occidental, et vice-versa ?

2. La lutte de libération palestinienne est enracinée dans des arguments humanistes et éthiques, dès lors

qu'elle est fondée sur des droits moraux, à savoir le droit au retour et à la libération.

2.1. La lutte de libération du peuple palestinien étant une cause humaniste, les hommes politiques et le discours politique occidentaux sont étrangers à la lutte du peuple palestinien.

2.11. Partant, le monde politique occidental – de gauche, de droite et du centre – n'a rien pu faire pour le peuple palestinien et pour son combat, tout au long de décennies entières d'abus sionistes.

2.12. C'est là, malheureusement, une lecture exacte du colossal échec de la gauche à aider le peuple palestinien. En tant que logos politique, la gauche ne se préoccupe que de pouvoir et d'hégémonie. Par conséquent, elle n'a jamais cessé d'exploiter le discours palestinien afin de pérenniser sa propre pertinence (disons plutôt : sa propre ineptie) au sein de son univers phantasmatique.

2.121. Les Palestiniens en ont retiré la leçon. Leur mouvement de libération a mûri, et il a abandonné le rêve utopiste qui était à la fois aliène à leur cause nationale et facteur de déviation.

2.1211. Le combat des Palestiniens étant un combat ethnique et national, déterminé par la géographie, les idéologies prolétariennes et cosmopolitiques feraient bien de revoir leur copie en tenant compte de ces paramètres.

2.122. Toutefois, il faut dire la vérité : les pétitionnaires occidentaux de gauche ont été extrêmement efficace à produire une culture de la solidarité, que celle-ci se manifestât sous la forme de badges, d'écharpes et de pancartes, qu'ils ont fait circuler entre eux et parmi des membres de leur famille proche.

2.123. Ce que nonobstant, les badges, les pancartes et les tracts n'ont pas sauvé le moindre gamin palestinien des obus de char israéliens.

2.2. Le peuple palestinien devra se libérer.

2.21. Et les activistes de la solidarité feraient bien d'apprendre à écouter.

3. Etant donné que l'humanisme et l'éthique valent la peine que l'on se batte pour eux (1.1),

3.1. Et étant donné que le combat des Palestiniens est une cause humaniste (2.1),

3.2. Nous devons soutenir les Palestiniens pour ce qu'ils sont, et soutenir leur choix (démocratique).

4. Il est une difficulté, inhérente au cœur du discours de la solidarité avec les Palestiniens, qu'il faut résoudre :

Le sionisme (idéologie), le judaïsme (religion), la judaïté (identité) et les juifs (peuple) sont entre eux en étroite corrélation, et il y a une confusion des termes. Conséquemment, toute forme d'activisme pro-palestinien est étouffée dans l'œuf par la crainte d'accusations de soutenir des idées susceptibles d'être considérées par d'aucuns comme ressortissant au racisme.

4.01. En même temps, l'immense majorité des Palestiniens et des militants de la solidarité avec eux ont conscience du fait qu'il est impossible de faire le distinguo entre Israël, les lobbies juifs, les groupes juifs de pression et d'autres formes d'activisme tribal juif.

4.1. La question qui vient immédiatement à l'esprit est la suivante : comment pouvons-nous dire que ce à quoi nous croyons est la vérité et néanmoins continuer à nous considérer humanistes ?

4.12. Comment pouvons-nous parler ouvertement de l'Etat juif, du lobbying juif, du judaïsme et de la judaïté, et néanmoins rester attachés à une position humaniste, antiraciste et éthique ?

4.2. La réponse à cette question est simple : nous ne serons en mesure de le faire qu'à la condition que nous ayons réussi à démanteler catégoriquement les traces de toute argumentation raciste. Nous devons nous abstenir de parler des gens, tout en condamnant et en attaquant toute forme de sionisme, de tribalisme politique juif et de judaïté. Nous devons les attaquer, en tant qu'idéologie et en tant que credo dogmatique.

4.3. Nous sommes fondés à le faire, en tant qu'humanistes, pour la simple raison que toute forme de politique tribale juive ne peut être que racialement orientée et exclusiviste. Nous sommes fondés à référer au tribalisme politique juif en tant que vision du monde antihumaniste et anti-universaliste.

4.4. Il en découle que le démantèlement de l'idéologie et du tribalisme politique juifs est une mission humaniste.

4.5. Combattre la politique tribale juive est un acte humaniste et moral, parce qu'il vise à la paix, à l'universalisme et à l'inclusion (par opposition à la guerre, au tribalisme et à l'exclusivisme).

5. Ce qui peut ne serait-ce qu'être énoncé peut être énoncé clairement, et ce dont nous ne pouvons pas parler, nous devons le passer sous silence.

1.2.

Tractatus Logico Palestinianus : **Source** : <http://palestinethinktank.com/>

traduit par Marcel Charbonnier.

(article original sur <http://palestinethinktank.com/2008/10/21/gilad-atzmon-tractatus-logico-palestinicus/>)

Texte intégral sur : <http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=10188&type=analyse>

En dehors d'ISM (International Solidarity Movement) cet article a très peu été publié sur les sites alternatifs, comme d'habitude pour les textes radicaux de Gilad Atzmon.

Radical - au sens employé par Marx (et rappelé par l'historienne Annie Lacroix-Riz) : aller à la racine.

Bonne lecture

Marie-Ange Patrizio

6-2 Des Bédouins se disent parents d'Obama.

Une tribu bédouine du village Bir al-Maksour, dans le nord d'Israël, affirme avoir un lien de parenté avec Barack Obama. « Au début de la campagne électorale, une vieille femme de la tribu m'a dit que Hussein, le père du père d'Obama, était lié à notre tribu », a expliqué hier cheikh Abdul Abdallah au site israélien Ynet. « D'abord, je ne l'ai pas crue, mais elle nous a dit que les Africains, comme nous, voyageaient beaucoup à la recherche de nourriture et de travail. Et ils savent que nos tentes sont toujours ouvertes. » Cheikh Abdallah a déclaré ne pas avoir révélé plus tôt ce lien de parenté afin de ne pas influencer le vote, alors que certains affirmaient qu'Obama était un musulman.

- <http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=385661>
http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=32